



CAISSE
DES DÉPÔTS
ET CONSIGNATIONS

Le partenaire économique de long terme



La CDC du Gabon en bref

- Institution financière, créée en 2010, sous la forme d'un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) ;
- Ouverture au public en janvier 2012;
- Entité Publique de droit privé ;
- Une Gouvernance assurée par un Conseil d'administration ;
- Ce statut juridique donne de l'agilité pour :
 - Accomplir ses missions de service public et servir l'intérêt général;
 - et d'adopter des normes de gestion du secteur privé, fondées sur la rentabilité et la performance.
- La CDC jouit d'une autonomie de gestion administrative et financière tout en étant placée sous la tutelle du Ministère en charge de l'Économie.

Des missions de mobilisation ...

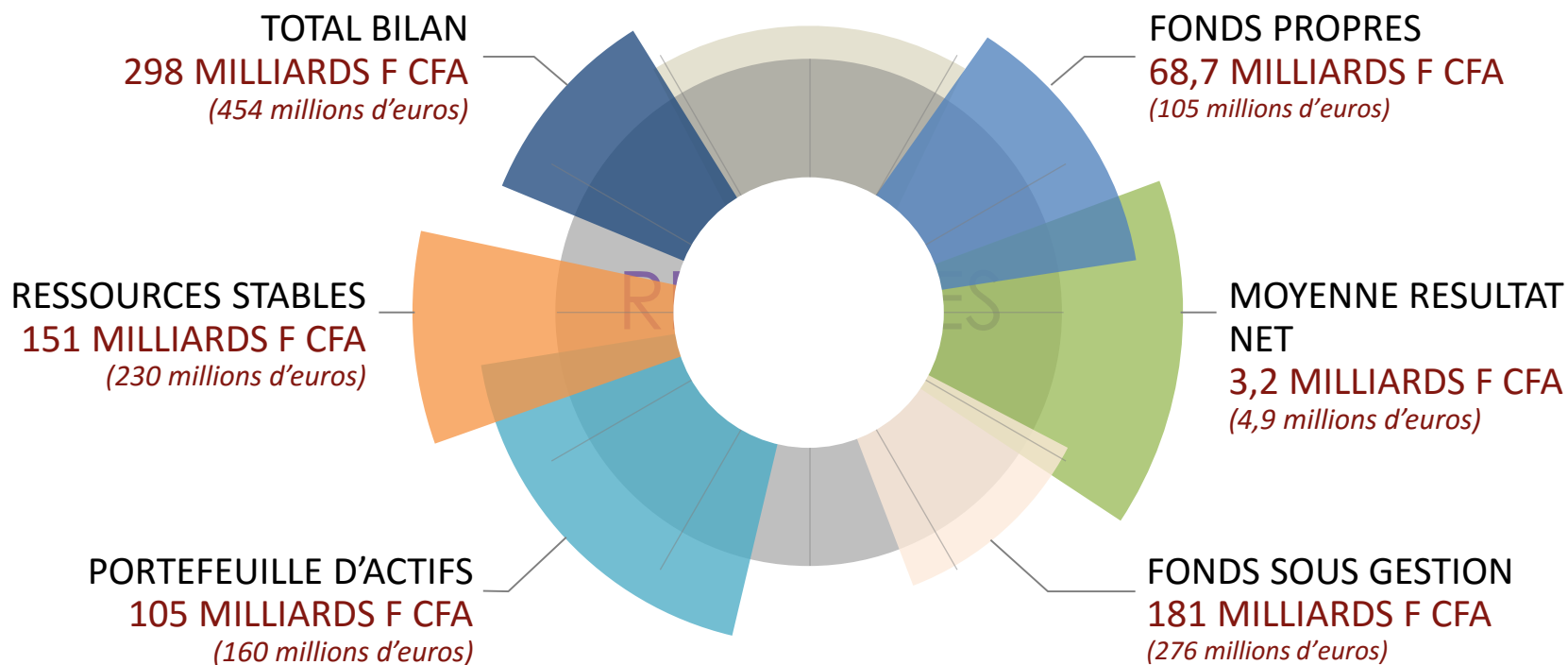
- Gestion des dépôts et fonds alloués aux institutionnels (dotations et ressources affectées) ;
- Tenue des comptes des institutionnels et des professionnels du droit et autres professionnels agissant en qualité de séquestre ;
- Protection de l'épargne réglementée et des fonds de tiers, les fonds admis en consignation, l'épargne populaire des caisses de retraite et les avoirs des épargnants sur livret.

... au service du développement

- La Caisse des Dépôts est un nouveau type investisseur public, investi des missions d'intérêt général
- Pour remplir cette mission, la CDC a besoin de disposer de davantage de ressources longues qui lui permettront de devenir un soutien financier de référence en matière de promotion et d'acquisition immobilière et de financement des infrastructures, ainsi que pour assurer le financement au meilleur coût, du logement social et de l'aménagement du territoire.

Chiffres-clés (audités)

au 30 septembre 2018

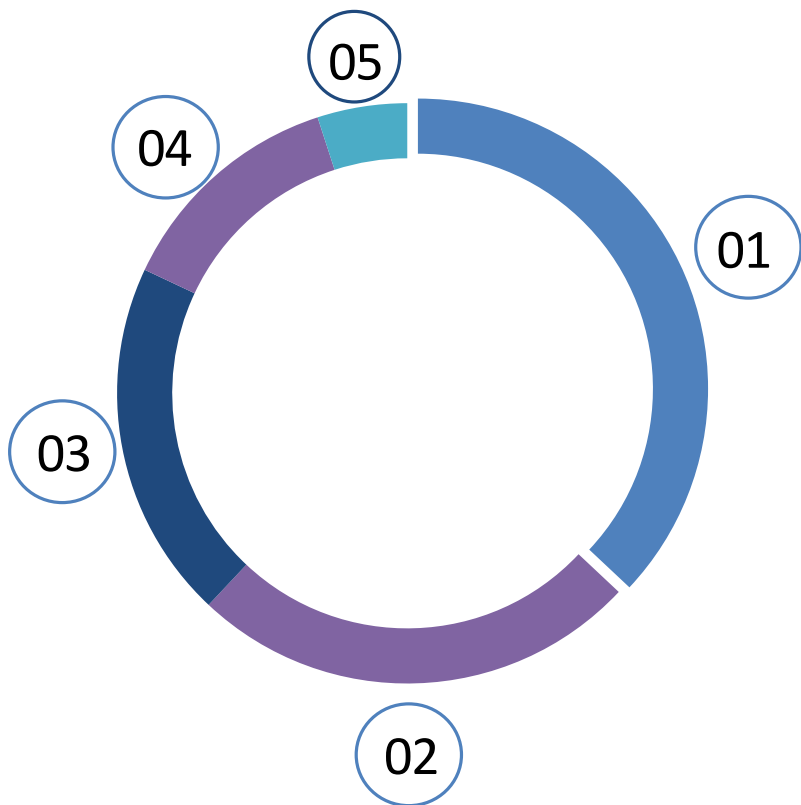


Pourquoi une CDC au Gabon ?

- Assurer la mission première de mobilisation de l'épargne et sa sécurisation ;
- Transformer les dépôts en emplois productifs, en exerçant les métiers d'investisseur et de prêteur de long terme ;
- Soutenir les politiques publiques en finançant les besoins structurants et les priorités nationales ;
- Agir en précurseur dans des secteurs d'activités porteurs, nouveaux ou peu mûres, à encourager car ils n'attirent pas encore les investisseurs privés ;
- Disposer d'un investisseur de long terme capable de prendre en charge des investissements structurants d'intérêt général ou collectif et économiquement viables.

Dans l'optique de réaliser ses objectifs, la CDC met en production les ressources qu'elle mobilise, pour dégager de la valeur qui servira à appuyer la mise en œuvre des politiques publiques.

Structure des dépôts



01

37 %
Cautions administratives

02

25 %
Dépôts à vue des
comptables publics

03

20 %
Régies Projets publics

04

13 % Fonds institutionnels &
Professions juridiques

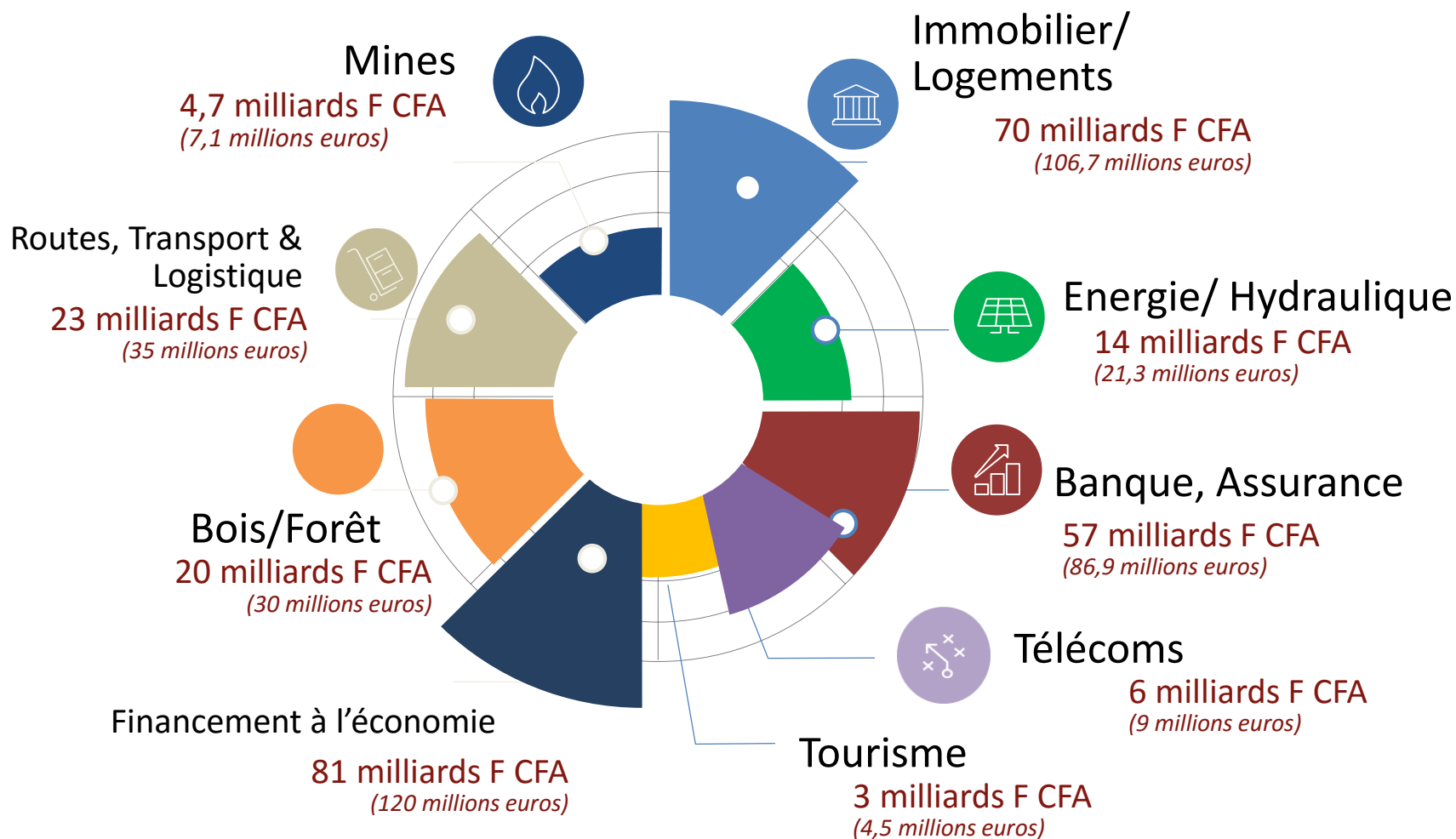
05

5 % Fonds Professions
juridiques

Le modèle économique et financier

- Disposer de ressources abondantes et longues afin de jouer efficacement son rôle d'investisseur de long terme et de soutenir efficacement les politiques publiques.
- Le modèle économique repose sur la structure d'un passif long permettant de s'affranchir des contraintes de l'accès à la liquidité ou de la volatilité des actifs, ce qui implique :
 - Un niveau de fonds propres élevé ;
 - Des ressources longues gérées dans le cadre de mandats publics, en qualité de tiers de confiance ;
 - Des instruments financiers de collecte et de mobilisation de l'épargne.
- Le modèle financier est basé sur une allocation optimale des ressources en fonction de leur maturité afin de maximiser les rendements.

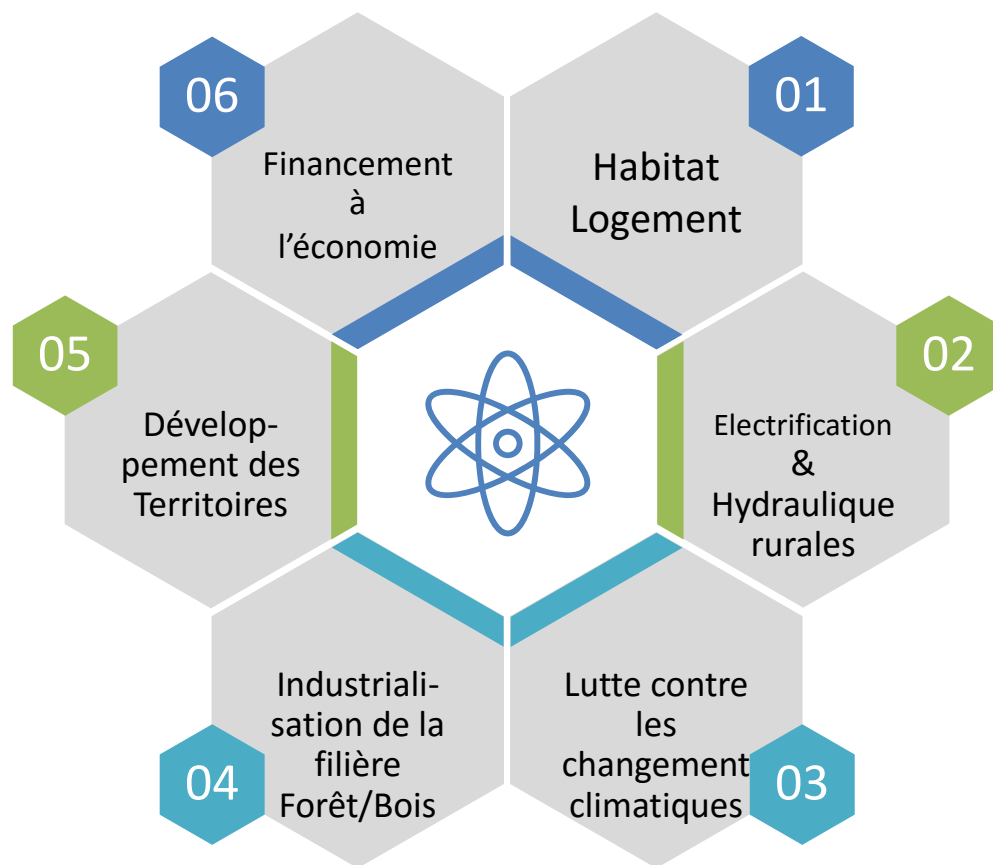
Les secteurs impactés



Notre stratégie d'intervention

- Renforcer l'assise financière par la mobilisation d'une l'épargne longue ;
- Sécuriser les investissements et renforcer la confiance de la clientèle ;
- Affirmer notre rôle dans la dynamisation de la politique financière de l'Etat, d'investisseur, de prêteur de long terme ;
- Se positionner sur les secteurs identifiés comme stratégiques, porteurs et prioritaires, notamment le logement social et les TPE/PME/PMI ;
- Assurer la gestion des mandats confiés par l'Etat (infrastructures sociales, énergie, etc.) ;
- Etre agile en adapter en permanence les modes d'intervention et les métiers aux enjeux économiques.

Les politiques publiques soutenues



Notre capital confiance



1^{ère} Entité Prestation de Service du GCF en Afrique Centrale avec 1,35 millions USD sous gestion.

Merci de votre attention

